L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 21 FEVRIER 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 20 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 35 de la rue de Chartres — lingerie, "notions", articles de fantaisie, coutellerie, bijoux en or de 18 carats.

Prix de l'abonnement à l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25

Prix du numéro ..... 5 cents.

AVIS.

L'*Abeille* ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner *à la semaine* avec les porteurs de l'*Abeille*.

SPECTACLES.

Vendredi, 21 Février 1873.

VARIÉTÉS — Le Petit Faust.
ACADÉMIE — Mary Stuart
ST CHARLES — Mazilia.
MASONIC HALL — Concert de Tom l'Aveugle.
MUSÉE D'ANATOMIE — 49 rue St Charles.

La logique des partis.

Le rapport du comité du Sénat, s'il est conforme au résumé contenu dans la dépêche du *Herald*, donne un singulier exemple de contradiction entre l'exposé et les conclusions. L'exposé, en effet, ne se contente pas de condamner complètement le gouvernement Kellogg, il établit, clairement, la légalité du gouvernement McEnery; et, cependant, le rapport conclut à l'exclusion des deux gouvernements.

Si nous rapprochons les différents points admis par le rapport, nous trouvons ce qui suit :

Les témoignages ne montrent pas que les votants n'aient pu voter en beaucoup de cas à cause de leur race ou de leur condition antérieure de servitude, et c'est pourquoi la loi du gouvernement général n'a pas été suffisamment violée pour autoriser l'intervention de Durell.

L'injonction de la Cour de District de l'Etat interdisant au bureau Lynch de compter les votes, était légale et aurait dû être respectée.

Toute l'intervention de la Cour des Etats-Unis dans l'organisation de la Législature, est une grave usurpation. La Constitution donne expressément à chaque Etat l'organisation de sa propre Législature. Un membre n'a pas le droit de porter une contestation pour son siége devant une Cour des Etats-Unis.

Il est par conséquent évident qu'une telle Cour n'a pas d'autorité pour donner droit de siéger à une centaine de membres sur la demande du lieutenant-gouverneur. A ce sujet, c'est un devoir pour le comité d'exprimer son opinion sur la conduite du juge Durell. Un acte si manifestement illégal n'avait jamais été soumis à la considération du Congrès, et le comité ne peut trouver d'expressions pour exprimer tout ce qu'il trouve odieux dans la conduite de Durell.

.....

Il est démontré que si l'intervention fédérale était retirée, le gouvernement d'Etat de Kellogg ne pourrait pas durer dix jours.—Les témoignages montrent que ce gouvernement n'a pas d'existence légale à la possession de l'Etat. Le gouvernement de McEnery, toujours existant *de jure*, a été élu non pas tant par la force, ce qui le mettrait en conflit avec l'*Enforcement act*, que par la ruse et la finesse.

.....

En exerçant le pouvoir d'intervention, le Congrès doit agir avec une grande prudence. Les chances seulement possibles ne doivent pas déterminer le Congrès à intervenir, et ordinairement il n'est pas probable qu'il intervienne.

Même un gouvernement élu par la fraude, mais s'établissant paisiblement dans l'exercice du pouvoir avec la tolérance ou l'obéissance du grand corps de la population, doit plutôt être laissé à lui-même dans l'accomplissement de sa courte sentence que modifié ou remplacé par le Congrès.

En prenant pour base les faits et les admissions qui précèdent, nous arrivons logiquement à ce qui suit :

Si le juge Durell n'eût pas commis un acte grave d'usurpation en intervenant, et si le bureau Lynch eût obéi à l'injonction qui lui interdisait de compter les votes, il n'y aurait pas eu de retours faits par ce bureau pour la Législature; conséquemment, l'Assemblée, composée des membres déclarés élus par le bureau de Féret, se serait réunie, sans obstacle, le 9 décembre, à la Maison d'Etat : Warmoth n'eût pas été mis en accusation et ce qu'on appelle la Législature McEnery n'eût rencontré aucune opposition sérieuse, et McEnery, Penn et les autres candidats de la fusion fussent entrés, *de jure* comme *de jure*, dans l'exercice de leurs fonctions.

Les contestations que Kellogg et autres eussent pu porter devant le Congrès, eussent été rejetées, parce qu'il a été démontré que la victoire de McEnery n'a pas été due à la violence, mais seulement à la ruse et à la finesse, et parce que le Congrès n'aurait en aucune raison pour intervenir en Louisiane plus que dans tout autre Etat, où les partis ne se font pas faute de lutter de ruse et de finesse.

Donc, sans l'intervention illégale du juge Durell, le gouvernement McEnery serait, depuis le terme légal, en paisible possession du pouvoir.

Qu'exige la logique ? Que le Congrès efface les traces de cette intervention illégale et replace les choses dans l'état où elles auraient du être, où elles seraient actuellement, sans cette intervention.

Cette conclusion semble inévitable, mais le comité n'a pas le courage d'y arriver. Il semble qu'il ait fait un effort plus qu'humain en conduisant un juge radical et le parti radical en Louisiane, et qu'il lui soit impossible d'aller plus loin et de compléter cet acte de justice.

Ainsi, après avoir reconnu que le gouvernement de McEnery est le gouvernement élu *de jure*, après avoir admis que sans les actes illégaux et arbitraires commis, il serait aussi le gouvernement *de facto* et que, dans cette hypothèse, il n'y aurait pas lieu pour le Congrès d'intervenir, le comité arrive à cette conclusion étrange qu'il n'y a pas de gouvernement légal en Louisiane et qu'il y a lieu d'ordonner une nouvelle élection.

Les raisons alléguées par le comité pour justifier cette conclusion sont d'une pauvreté qui étonne; elles contredisent les faits précédemment. Voyons les :

Le comité est d'opinion qu'une expression loyale des vœux du peuple eût élu Kellogg; mais cela n'a pas eu lieu.

Le peuple de l'Etat est également divisé en sentiment à l'égard de ces deux prétendus gouvernements. Le peuple de la Nlle Orléans, qui est le siége du gouvernement, appuie le gouvernement de McEnery par 2 contre 1, et l'on croit que si l'appui fédéral était retiré du gouvernement de Kellogg, il serait supplanté par le gouvernement de McEnery en moins de 10 jours.

Le peuple de l'Etat en corps n'appuie ni l'un ni l'autre, et ne se soumet ni à l'un ni à l'autre. Ils ne peuvent collecter de taxes, car le peuple n'est pas assuré que le paiement à l'un empêchera la collection par l'autre. Les affaires sont interrompues et la confiance publique est détruite. Si le Congrès venait à s'ajourner sans pourvoir convenablement à cela, il arriverait une de ces deux choses : Ou une collision et une effusion de sang entre les adhérents des deux gouvernements, ou le Président devrait continuer à donner l'appui de l'autorité fédérale au gouvernement de Kellogg.

L'alternative de la guerre civile ou le maintien d'un gouvernement d'Etat par la force armée sans droit d'élection est excessivement embarrassante et, dans l'opinion de votre comité, la meilleure solution est, pour le Congrès, d'ordonner une nouvelle élection sous la surveillance des Etats-Unis, afin qu'un gouvernement puisse être élu par le peuple et auquel le peuple se soumettra, ou qu'en cas de trouble les Etats Unis puissent maintenir honnêtement.

.....

Nous n'ignorons pas qu'ordonner une élection dans un Etat par la raison qu'une élection qui y a été faite est nulle pour cause de fraude, est un exercice de pouvoir que le Congrès ne doit jamais se permettre sans une grande nécessité.

Mais quand les fraudes commises sont si palpables et si généralement publiées et admises comme elles le sont dans le cas présent, quand il est démontré que si l'intervention fédérale était retirée, le gouvernement de Kellogg ne pourrait pas durer dix jours, quand il est manifeste que ni l'un ni l'autre n'ont été loyalement élus, l'existence de ce pouvoir dans le gouvernement national doit être regardée comme sage et salutaire.

Le comité, après avoir reconnu que la " Constitution donne à chaque Etat l'organisation de sa législature ", après avoir admis que la victoire des fusionistes n'a été due à aucune violence, qui autoriserait l'application de la loi dite " Enforcement Act ", renverse ces règles, en se constituant juge des allégations de fraudes proférées par le parti Kellogg, et en proposant l'annullation de l'élection qui a donné une victoire incontestable au parti McEnery.

Il y a là une contradiction et un manque de logique que nous ne pouvons attribuer qu'à l'esprit de parti; et cela nous remet en mémoire la façon cavalière dont le Congrès a repoussé, en 1870, les réclamations des démocrates louisianais, battus par des fraudes gigantesques, rendues, aujourd'hui, indubitables par les résultats de 1872.

Pour être logique, le comité devrait dire que la Louisiane n'a pas eu de gouvernement ; publicain depuis quatre ans, mais, puisqu'il ne le dit pas, il nous semble qu'il y a une conclusion à tirer de son rapport.

Si McEnery pas plus que Kellogg n'a été dûment élu gouverneur, il s'en suit que Warmoth est toujours gouverneur de la Louisiane, puisque ses fonctions ne doivent légalement expirer que quand son successeur aura été dûment installé. Le comité ne paraît pas avoir envisagé cet aspect de la question. Nous ne saurons, d'ailleurs, que par son bill électoral, entre les mains de qui il propose de laisser le pouvoir jusqu'au moment où les résultats de l'élection seront proclamés. Nous devons pour le moment, nous contenter d'avoir signalé les contradictions qui existent entre les points admis dans l'exposé du rapport et les conclusions présentées.

Les Rapports du Comité du Sénat sur les Affaires de la Louisiane.

Nous avons reçu, dans la nuit, des résumés et des extraits des rapports de majorité et de minorité du comité du Sénat sur les affaires de la Louisiane. Ces résumés et ces extraits ne comprennent pas moins de 6000 mots et rempliraient plus de sept colonnes de l'*Abeille*. Nous avons pensé qu'il serait plus agréable à nos lecteurs d'avoir un aperçu succinct de ces opinions, nous pourrions dire de ces plaidoiries, que d'avoir à lire cette masse indigeste de matières; nous leur présenterons donc cet aperçu demain matin.

Les dépêches que nous publions dans ce numéro, indiquent suffisamment l'opinion et la conclusion de chacun des membres du comité ; on y trouvera également la substance du bill présenté par M. Carpenter pour une nouvelle élection. Ce bill remettrait au pouvoir le gouvernement d'Etat qui existait avant le 4 novembre, c'est-à-dire le gouverneur Warmoth et l'ancienne législature. L'élection aurait lieu le second mardi de mai après un nouvel enregistrement, et l'enregistrement et l'élection seraient faits sous le contrôle de personnes appartenant aux deux partis politiques et que désignerait le juge Wood, de la Cour de Circuit des Etats-Unis.

UN LAPSUS CALAMI.—Dans notre numéro de mardi dernier, il s'est glissé une fâcheuse erreur de nom que la plupart de nos lecteurs auront dû rectifier d'eux-mêmes. On lit dans cet article :

Or c'est le même bureau Lynch qui a déclaré élues le gouverneur Kellogg, son lieutenant Antoine et les autres officiers d'Etat, ainsi que la pseudo législature du Mechanics' Institute, les juges Lynch et Saucier, l'administrateur Lewis et autres.

Nous avons voulu parler des juges Lynch et Meunier, tous deux candidats radicaux et qui n'ont été installés qu'après l'intervention des baïonnettes au Mechanics' Institute. MM. Lynch et Meunier occupent les sièges qui appartiennent à MM. Monroe et Bonner, candidats réformistes. Quant au juge Saucier, candidat du barreau et de la fusion, il a eu de vingt deux à vingt-trois mille voix et son élection n'a jamais été et ne saurait être contestée. Nous nous empressons de faire cette rectification, en regrettant que notre attention n'ait pas été appelée plus tôt sur l'erreur.

.....

La dépêche suivante a été remise hier, pendant la séance, à l'orateur de la Législature du Peuple, M. J. C. Moncure :

Washington, 19 février 1873.

Au gouverneur John McEnery et au lieutenant-gouverneur Penn, Nouvelle-Orléans :

Le comité des élections fera son rapport jeudi matin.

Carpenter, Logan, Alcorn et Anthony ont signé le rapport. Il dit que le gouverneur avait le droit de congédier Herron et de nommer Wharton ; que la nouvelle loi abolissait l'ancien bureau et que la nomination du Bureau de Féret était légale. Sans l'intervention illégale et reprébensible de Durell, le gouvernement de McEnery serait outré paisiblement en opération.

Chaque membre du comité a condamné la conduite de Durell comme une grosse usurpation, et traite la décision de la Cour Suprême de nullité, pour défaut de juridiction. On regarde, au contraire, l'opinion de Wyly comme loi sur la matière.

La décision dans l'affaire de Morgan est sévèrement jugée. La reconnaissance du gouvernement de McEnery ou une nouvelle élection, telle est l'unique alternative. Ce dernier moyen est basé seulement sur des raisons de fraudes alléguées dans l'élection.

Le juge Trumbull endosse le rapport, mais il diffère de la recommandation en soutenant fortement l'admission de McMillan.

Hill endosse le rapport et recommande comme compromis la réunion d'un quorum déclaré par les deux bureaux et les anciens sénateurs. Morton seul favorise Kellogg. Il n'y a que le défaut de temps qui puisse empêcher notre gouvernement d'être reconnu.

H. C. WARMOTH.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Demain on donnera, en matinée, à midi, *Fron-Fron*, comédie en 5 actes, avec Mlle Miller.

Le spectacle de demain soir se composera de : *Les Amours de Cléopâtre*, *Une Tasse de Thé*, et *Madame est Couchée*.

On annonce pour dimanche *La Closerie des Genêts* et *La Corde Sensible*.

☞ Pourquoi languir, rêmir et souffrir sous l'oppression d'affreux rhumes, de déplorants catarrhes qui, négligés, mènent droit à la phthisie, lorsque vous pouvez vous soulager et vous guérir en prenant l'excellent BAUME AUX NAVETS INDIENS de LAPLACE. Prix du flacon, $1. A vendre dans les principales pharmacies.

☞ Les STOMACIE BITTERS se composent de racines, d'écorces et d'herbes dont les propriétés médicinales ont été depuis longtemps reconnues. Ces matériaux habilement combinés donnent un produit extrêmement salutaire. Nous les recommandons aux familles.

CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE ORLÉANS, DE MOBILE ET DU TEXAS. — On verra, en se référant à l'annonce de ce chemin de fer, qu'à partir du 20 février un train d'agrément pour les villes de bains partira régulièrement de la Nouvelle-Orléans tous les samedis, à trois heures de l'après-midi. Ce train ira comme d'habitude jusqu'à Ocean Springs, d'où il repartira, pour le voyage de retour, le dimanche à 6 heures du soir. 19,21,23

— Un journal de Paris annonce une nouveauté fort intelligente, dont il est surprenant que personne n'ait, jusqu'à présent, eu l'idée.

C'est un homme grave, un savant qui veut se servir du théâtre comme d'un instrument de vulgarisation.

M. Verne, de compte avec M. Cadole, prépare une féerie scientifique en une multitude de tableaux. La chose s'appelera :

LE TOUR DU MONDE
en 90 jours.

Cheret, Lalanne, Zark, Poisson et autres décorateurs, à vos brosses, on vous prépare de la belle besogne.

Voilà une idée féconde, d'où peut naître tout un genre de représentations d'un attrait puissant.

Revue des Journaux.

L'article du *Picayune*, sur le devoir du Congrès relativement à la plaine constitutionnelle sur la garantie d'une forme républicaine de gouvernement, est d'une argumentation très serrée et cette argumentation empruntée une nouvelle force au second rapport du comité du Sénat. Il n'y a eu ni violence et ni usurpation par suite de l'intervention du juge Durell et de l'appui des baïonnettes fédérales. Le devoir du Congrès est de faire cesser la violence, de mettre le juge en accusation et d'empêcher que les troupes des Etats-Unis soient, de nouveau employées contre l'Etat. C'est tout ce que demande notre confrère et c'est assez, dit-il.

Le Times raconte comment le maire, ayant pour plaire à la Compagnie du chemin de fer de Mobile et Texas, déroula la vieille garde du chemin de fer Pontchartrain, a réussi à faire condamner la ville à payer à ce dernier chemin $24,428 de dommages et intérêts et comment la Compagnie de Mobile ayant acheté le chemin de Pontchartrain, réclame aujourd'hui à la ville la somme ci-dessus pour un dommage dont elle a été l'instigateur.

L'histoire est dure mais vraie, dit le *Times*.

Le *Times* rappelle que c'est aux gouvernements révolutionnaires de Prim et de Serrano qu'a été due l'impulsion donnée à la répression de la révolte à Cuba et l'envoi des volontaires, et il en conclut que les républicains espagnols se montreront également intraitables, ce qui rendra la solution du problème plus difficile et compromettra les relations entre l'Espagne et les Etats-Unis.

Le *Times* fait appel au *gouverneur* Kellogg pour qu'il s'oppose au bill relatif à la Compagnie du Gaz, bill dénoncé par M. Michael Hahn. Il nous semble que ce bill n'est et ne peut être qu'un chiffon de papier. En tout cas, nous ne nous opposons pas à ce que M. Kellogg y mette son veto, si veto il y a ; car, au fond le *Times* a parfaitement raison.

Notre confrère fait un horoscope fort peu favorable pour l'Europe. Il n'y voit que confusion et dangers de toutes sortes. Son tableau peut être vrai, mais il n'est pas consolant.

Le *Republican* intitule son premier article "The finger of scorn defied" et il conseille aux marchands de la Nouvelle-Orléans de se moquer de l'habitude prise de "montrer au doigt" ceux qui ne veulent pas faire cause commune avec le parti conservateur. Le moment est bien choisi quand le rapport du comité du Sénat vient de stigmatiser le juge Durell et tous ceux qui ont participé à la grande conspiration, autorisant ainsi tout citoyen à montrer au doigt tous ceux qui ont trempé dans cette usurpation ou qui l'ont approuvée. Brayer l'opinion publique pour soutenir le bon droit ou une convention honnête est un acte de courage, mais la braver pour soutenir une vilenie ou un crime est tout simplement du cynisme.

Législature de la Louisiane.

Séance du 20 Février 1873.

SÉNAT.

M. Thompson présente une résolution requérant le gouverneur de réintégrer les jurés de la 3me, 4me, 7me et 8me Cours de District et de les maintenir dans l'exercice de leurs fonctions; et de se servir, à cet effet, des forces civiles et militaires.

M. Campbell présente un résolution jointe chargeant un comité composé de deux sénateurs et de trois représentants, de recevoir tous les témoignages sur la complicité de M. E. H. Durell, juge de la Cour de District des Etats-Unis, accusé, de malversation.

Le Sénat se joint à la Chambre pour procéder à l'élection du sénateur au Congrès.

A une heure le Sénat se retire dans sa salle et s'ajourne.

CHAMBRE.

M. Eustis présente une résolution autorisant l'orateur de la Chambre à censurer tout membre qui manquera à deux séances successives sans une raison valable.

Le comité spécial auquel a été référé le mémoire de Gabriel du Fériel, soumet à l'Assemblée la raison pour laquelle aucune conclusion définitive n'a été prise à l'égard de ce mémoire ; les témoins nommés ayant refusé de comparaître devant le comité.

Un message du Sénat demande le concours de la Chambre à la résolution annonçant au Président des Etats-Unis et au Congrès National, la convocation d'une convention extraordinaire.

Les deux Chambres se réunissent et procèdent à l'élection du sénateur au Congrès.

M. DeBlanc est ajouté à la liste des candidats, et le vote donne le résultat suivant : Warmoth 17, Pike 14, DeBlanc 13, Ashton 10, et en blanc 2.—Pas d'élection.

Le Sénat se retire dans sa salle.

Plusieurs congés de quelques jours sont accordés.

Un second message du Sénat demande le concours de la Chambre à la résolution pour protéger le peuple de l'Etat contre l'usurpation et mettre les départements exécutif et judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions. (Applaudissements.)

M. Fuselier s'oppose à l'adoption de la résolution. Il semble étrange peut-être, dit-il, qu'un membre de ce corps puisse combattre de pareils sentiments; mais je le fais parce que je crois la démarche insidieuse et inopportune.

M. Smart propose d'en différer la discussion, afin que la question soit mûrement réfléchie.

La Chambre s'ajourne alors au lendemain.

Pseudo-Légis'ature.

Séance du 20 février.

SÉNAT.

James L. Belden est assermenté comme sénateur du 3me district sénatorial.

Législation.—Rapport favorable sur un bill pour rappeler l'acte créant l'université de la Louisiane.

Judiciaire.—Rapport favorable sur le bill créant la place d'assistant-avocat général.

Favorablement sur le bill rappelant l'acte qui interdit le port d'armes cachées.

Défavorablement sur le bill protégeant tous les citoyens dans leurs droits.

Le bill de secours pour A. Soulié, passe.

Le bill amendant certaines sections du bill de Levée, adopté hier par la Chambre, est lu deux fois et référé.

La résolution relative à la taxe sur le coton, passe.

Le bill amendant la charte incorporant la ville de Natchitoches, passe.

Une communication de John Lynch annonce qu'il donne sa démission de membre du bureau des retours.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.

MM. J. S. Matthews, du Tensas, et James B. Wands, de Tangipahoe, ont voté contre le bill de levée parce que la Chambre a refusé de laisser imprimer le bill et parce qu'il n'y a pas de limite à la taxe imposera annuellement chaque année pour des constructions.

M. Michael Hahn a voté contre le bill parce qu'il n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance et qu'il ignore ce qu'il contient.

Par M. Deloie—Résolu que le comité d'etiquette sur les affaires des commissaires du parc de la Nlle-Orléans, soit et est autorisé à faire tirer son rapport à 500 exemplaires et qu'il présentera à la Chambre son rapport tout imprimé. Déposé sur la table à règlement.

Plusieurs résolutions sont déposées suivant le règlement.

Une résolution de compromis présentée par M. Grant ayant soulevé des objections sans nombre et donné lieu à une grande excitation, est déposée. L'auteur de cette résolution invite la Chambre à un nouvel examen de titres et demande que les pouvoirs de tous les prétendants soient vérifiés avec bonne foi et impartialité. Il engage les membres actuels dont les titres seraient pas admis à se retirer de bonne volonté et de bonne foi.

M. Davidson propose un bill pour amender la charte de la Nlle-Orléans, c'est-à-dire pour donner la boulevarser tout entière et de démembrer tous les autres districts municipaux actuels et tous les candidats élus à la dernière élection. Le bill est référé au comité judiciaire, et la Chambre s'ajourne.

On lit dans le *Journal officiel* :

Quelques journaux ont répété une note du *Figaro* affirmant que cinq jeunes filles qui suivent les cours du Conservatoire sont compromises dans l'affaire de la rue de Sureanes.

L'administration du Conservatoire s'est vivement émue de cette assertion. Mais il résulte de l'enquête à laquelle elle a fait procéder et des renseignements officiels que, parmi les personnes compromises, il ne s'en trouve aucune appartenant au Conservatoire à titre d'élève, ni même suivant les cours comme auditeur. Une seule se dit *externe libre* du Conservatoire.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le Conseil de direction de la Société d'immigration de la Louisiane s'est réuni mercredi soir, au bureau du général Beauregard, dans le but d'effectuer une organisation définitive.

Des listes de souscription ont été ouvertes et confiées à messieurs Daniel Dennet, Ulger Lanse et V. O. King.

Le Conseil de direction est composé comme suit :

J. B. Price, président ; G. P. Beauregard, vice-président ; E. A. Tyler, D. Warren Brickell, Louis Schneider, Charles Lafitte, J. S. Copes, J. A. Shakespeare, James Wallace, J. Lapène, A. A. Mouton, J. Pessana Domenech, D. H. Hill, Daniel Dennet, Alexandre Deslouet, T. Bailly-Blanchard, Cyrus Bussy, John à Taylor, Wm. M. Burnell, A. J. Norwood, Andrew McCullom, Pierre Maspéro, H. M. Payne, Frank Pargoud, John Cannon, F. Limet et A. Gérard.

Depuis une semaine, les étrangers affluent à la Nlle-Orléans et les hôtels en sont pleins.

Les filous, les pick-pockets et les voleurs de toute sorte, alléchés par l'espoir d'une riche aubaine pendant la saison du carnaval, sont arrivés aussi des quatre points cardinaux. — Ils se promettent beaucoup de plaisir aux dépens des nombreux hôtes que compte en ce moment la ville du Croissant, et se disposent à faire une véritable razzia, pour peu que l'occasion s'en présente.

Nous engageons donc nos lecteurs à se tenir sur leurs gardes et nous désirons les prémunir contre le danger qui les menace.

Les escrocs qui hantent en plein jour la rue St-Charles et la rue du Canal sont les plus dangereux, parce qu'ils sont les plus adroits.

On peut les voir chaque jour, campés aux coins, le cigare aux lèvres, le *stick* à la main, en véritable tenue de *gentlemen*.

Ces honorables chevaliers d'industrie attendent avec une patience inouïe, sans jamais se décourager, qu'il vienne à passer une victime.

A les voir, on les prendrait pour les plus honnêtes gens du monde ; et, pour nous servir d'une vieille expression qui exprime bien notre pensée,—on leur donnerait le bon Dieu sans confession.

Ne vous y fiez pas, cependant, car vous auriez bientôt lieu de vous en repentir amèrement.

Ne vous arrêtez pas pour causer avec ces jeunes élégants que vous rencontrerez à chaque pas, à la porte de chaque café, rue du Canal et rue St Charles ; — ce sont, pour la plupart, des filous à l'affût d'un innocent.

Un de leurs tours les plus ordinaires, qui réussit malheureusement trop souvent, consiste à aborder le plus gracieusement du monde un étranger qui leur semble opulent, en prétendant le connaître parfaitement et en se réclamant de son amitié.

Si celui-ci se laisse prendre à leurs protestations et à leur fausse bonhomie, ils se hâteront de l'inviter à boire, puis à boire encore et encore, jusqu'à ce qu'ils parviennent à conduire leur dupe devant une table de jeu. C'est alors que le masque tombe, et en un clin d'œil ils ont dévalisé le malheureux innocent.

La police est plus qu'insuffisante à protéger les citoyens contre les attaques des voleurs.

D'ailleurs, elle ne peut pas prévoir les attaques du genre de celles que nous avons nous de signaler plus haut. C'est donc à chacun à faire sa propre police et à se méfier des *amis* qu'on ne reconnaît pas et des *gentlemen* trop polis qui s'offrent pour escroquer, et qui immanquablement finissent par proposer une partie de "poker" ou de "euchre" dans quelque estaminet.

.....

Nous avons eu la bonne fortune d'assister, hier soir, au bal donné par la "Société culinaire de la Nouvelle-Orléans, au "Harmony Hall", à l'angle de la rue Bienville et du Passage de la Bourse.

Le bal a été très brillant et le souper exquis !

Nous regrettons de ne pouvoir parler aussi longuement que nous l'aurions voulu de la fête charmante donnée par la Société culinaire", mais l'heure avancée à laquelle nous nous sommes retiré, nous force à remettre notre compte-rendu à demain.

.....

L'officier Jacobs, de la police secrète, fait chaque jours de nouvelles découvertes dans l'affaire des licences falsifiées.

Il a trouvé que les personnes dont les noms suivent, ont acheté des licences de $10 chez messieurs Hemberg et Dalring, dont le montant a été changé :

A. Schwan, demeurant au No 17, rue Baronne ;

M. Softberg, au No 20, rue Musique ;

L. Wagner, au No 626, rue Dauphine ;

John B. Dolhomme, au No 75, rue St. Philippe ;

W. Leibling, au coin des rues Dauphine et Port ;

C. Ambruster, au No 537, rue de Chartres ;

R. Vallence, au coin des rues Indépendance et St Claude ;

George Abel, au coin des rues Port et St Claude ;

M. Reid, au No 139, rue des Champs-Elysées ;

James Sens, au No 139, rue St. Louis.

TEMPERATURE.—20 février 1873.

Thermomètre de C. Durameel, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	67	19
12 M.	78	26
3 P. M.	83	27
6 P. M.	76	24

THÉATRE DES VARIÉTÉS. — La première représentation de *Barbe-Bleue* a obtenu hier soir un succès d'enthousiasme. Mlle Aimée s'est surpassée dans le rôle de Boulotte. Le public semblait électrisé, et des bravos souvent répétés ont salué la charmante artiste dans les scènes du premier et du second acte.

M. Juteau a été excellent dans le rôle de Barbe-Bleue et a mérité les honneurs du bis.

On donnera ce soir, pour la seconde fois, *Le Petit Faust*.

Samedi, en matinée, *La Grande Duchesse*, dans la soirée, *Barbe-Bleue*.

L'affiche des Variétés porte qu'on donnera dimanche la dernière nouveauté parisienne, *Les Cent Vierges*, opérette de Charles Lecocq.

Nous aurons bientôt l'occasion de parler plus longuement de cette œuvre nouvelle qui a eu tant de succès à Paris et à New-York.

—*L'Echo agricole* publie un article très intéressant de M. Victor Emion sur la fabrication du pain avec de l'eau de mer. Le pain ainsi fabriqué convient aux tempéraments lymphatiques et aux estomacs languissants. Voici comment est venue l'idée de faire ainsi le pain :

Un capitaine de la marine marchande, M. X....., se trouvant un jour sur le point de manquer d'eau au milieu des mers de l'Inde, se décida à faire cuire son pain à l'eau de mer. Contrairement à son attente, ce pain fut trouvé bon et accepté sans difficulté par ses matelots, qui n'en manquèrent pas d'autre pendant la traversée.

Cela dura près de deux mois et produisit des résultats tout à fait inattendus. Quelques hommes, qui étaient fatigués et malades, se rétablirent promptement, et tout l'équipage jouissait, en arrivant à Marseille, de la santé la plus florissante. Depuis cette époque, M. X..... n'a pourvu aux besoins qu'avait son pain à l'eau de mer, et, pendant plus de douze traversées de plusieurs mois chacune, il n'a jamais eu un seul malade.

Cela ne nous étonne pas, car le sel a pour effet de faciliter la digestion, en donnant plus d'activité aux fonctions de l'estomac ; une nourriture sans sel serait absolument indigeste, et les personnes qui ont l'estomac délicat éprouvent le besoin d'avoir une nourriture assez épicée. Or, il faut reconnaître que la petitesse et le peu de quantité de besogne à l'appartement de Paris, ainsi que la vie sédentaire que l'on y mène, produisent dans toutes les classes l'atonie des fonctions et l'alanguissement de l'estomac.

Nous croyons donc que la fabrication du pain à l'eau de mer serait un bienfait pour une grande partie de la population de Paris ; aussi serions-nous bien aise de voir quelques-uns de nos boulangers les plus en renom tenir du pain ainsi fabriqué, en même temps que du pain ordinaire.

— On lit dans l'*Avenir national* :

Le 16 mars, jour anniversaire de sa naissance, le prince impérial sera déclaré majeur.

Les bonapartistes veulent éviter ainsi toute compétition pour la régence.

M. Rouher sera nommé curateur.

☞ Une mauvaise haleine est un supplice pour vous et pour vos amis. Vous voulez bien vous en délivrer, mais vous ne savez comment. Eh bien, on vient le moyen : Servez-vous du ZODONT odontifiant ; il nettoiera vos dents et vous laissera une fraîche et pure haleine.

mar jeu sam

MARIÉ, le 15 février 1873, à la maison de M. J. E. Vallée, par le Rév. Père Perier, M. GEORGE GERDES, de Brême, Allemagne, à Mlle CATHERINE CAROLINE TRICOU, de cette ville. Pas de cartes.

MARIÉ, le 16 février, par le Révérend Jones, à la Synagogue Israélite, Madame ESTHER LOPEZ, de la Nlle-Orléans, à Monsieur ARTHUR LEVY, de Bordeaux.

Les journaux de Bordeaux sont priés de reproduire cette annonce.

Décédé hier soir, à sept heures et demie, à l'âge de quarante-deux ans et neuf mois, M. LOUIS GREFFOR, natif de Turin, Italie. Ses amis et connaissances sont priés d'assister à ses funérailles, qui auront lieu demain matin, Samedi, à neuf heures.

Le corps est exposé rue Dauphine No 61, entre Chartres et Royale.

Décédé, le 16 février, à l'âge de sept mois et demi, JACQUES TÉLESPHORE ROMAIN, fils de Henri J. Sousa et de Théodie Souligny. Le convoi funèbre partira de la maison mortuaire, No 76 rue des Ursulines, CE MATIN, à dix heures et demie.

Société Portugaise de Bienfaisance de la Nlle-Orléans. — Décédé, hier, à 6 heures du matin, FRANK SABLICH, âgé de 39 ans, né en Autriche et membre de cette société. Les membres, ainsi que les amis du défunt sont priés de se réunir, dans la salle de la société, Chemin de Bayou, entre les rues St. Claude et Tréme, à trois heures et demie de l'après-midi, pour assister ses funérailles.

Par ordre du Président,
ANT. MORGAN, Secrétaire.
Nouvelle-Orléans, 21 février 1873.

PAYEZ VOS LICENSES
— OU —
FAITES-LES PAYER
Pendant que vous le pouvez avantageusement en CERTIFICATS DE VILLE.
S'adresser vous-même
Mr BRETTE,
14.... Rue St-Charles.... 14
De 7 heures du matin à 7 heures du soir.
6 fév—10f—PP

TAPIS ET RIDEAUX,
17 Chartres... A. BROUSSEAU...17 Chartres
IMPORTATEUR ET MARCHAND
En Gros et en Détail
DE TAPIS,
TOILE CIRÉE pour parquet,
NATTES,
STORES,
RIDEAUX Dentelle,
MATELAS pour Meubles et GARNITURES
etc., etc.

Société de Tir et Récréation — Comme le terrain sera inauguré définitivement le premier dimanche de février, Washington, jadis de quatre mètres seulement, sera porté à cinq mètres. Cet élément prendra donc le grand milieu entre 4 P. M. précis, par quoi, après la séance, chaque membre actif de cette société, est instamment prié d'être présent.

Nouvelle-Orléans, 21 février 1873.
Il Segretario farà
G. DELLA VALLE.
Il Maggiore
21 fév—1

Nouvelle-Orléans, le 20 février 1873.

NOUS, les soussignés, déclarons que le journal "Le Carillon" est la seule propriété de P. Carrera, à qui seul appartient le No 39 le 20 février 1873.
Devant le comité—
P. CARRERA.
J. M. Poyfarré.
J. M. Pouyet.
Honoré Vidacoux.
J. Carrera.
L. Médan.
J. M. Cervidon.
21fév—1

INTÉRÊT SUR DÉPÔTS.
Banque des Citoyens de la Louisiane.
CETTE banque ouvre des CERTIFICATS DE DÉPÔTS portant intérêt à trois pour cent par an, pour six mois ; quatre pour cent pour neuf mois, et cinq pour cent pour douze mois.
Nlle Orléans, 20 fév. 1873. 21 fév—lm

RÉDUCTION DE PRIX.
GANTS JOUVIN à $1 50 LA PAIRE.
100 douzaines de GANTS GARANTIS DE QUALITÉ, portés à Cie. méchelle 6½.
A un bouton, pour dames, $1 50 la paire.
4 deux boutons 1 75
100 douzaines GANTS "Frères Jouvin."
Gants de Chevreau à 1 bouton pour hommes à $1 50
A deux boutons à $1 75
HÉBERT-MIBET & PERRARD.
21 fév—6f 1er rue du Canal.

AVIS SPÉCIAL.
Bureau du Collecteur des taxes d'Etat de Troisième District.
Nouvelle-Orléans, 21 février 1873.
Les parties intéressées sont par les présentes informées que l'assemblée générale trimestrielle aura lieu demain, Samedi, 22 février 1873, à l'heure précise de 9 heures A.M., pour recevoir les rapports des officiers et transiger tout autre affaire importante.
Par ordre du Président,
C. J. ADOLPHE, Collecteur.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle. — Messieurs les Sociétaires sont informés que l'Assemblée générale trimestrielle aura lieu DIMANCHE, 23 courant, à 6 heures précises, à l'Asile.
Les affaires importantes devant être débattues, le Président fait appel au zèle de chacun.
Par ordre du Président,
Le Secrétaire,
A. BARBIER.
20 fév—4f

S. L. C.
2 ..... 21 ..... 7½
SHARP.
IMPORTANT.
Nouvelle-Orléans, 19 février 1873.
Les porteurs de billets en souffrance, échéant après le présent mois, sont priés de les négocier le plus tôt possible, à ces bureaux. No 19 de la rue Conti, afin qu'il soient faits les arrangements pour l'extrait de ces ordonnances.
C. BARATHIER.

CHARBON, CHARBON.
COAL Rue CHARTRES de Pittsburg à vendre, dans la rue St Charles, à Soixante-vingt pieds environ de Tivoli Circle.
66 — Rue Bienville — 66
Ebénisterie Royale.
Le Dr. L. DUPERRON, Dentiste, tient son cabinet ouvert de 9 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir.
Il remplace, fait toutes sortes d'opérations dentaires et remplace les dents perdues par des dents d'ivoire ou de porcelaine et supérieur à tout autre établissement. Prix modérés et tout à fait à la portée de tout le monde.
20 fév—1an

AU BON COIN.
G